

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[2003/15036]

**Remise de lettres de créance**

Le 12 février 2003, LL. EE. M. Gift Punungwe, M. Jiri Havlik, M. Tahar Sioud et M. Yusupha Alieu Kah ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire respectivement de la République du Zimbabwe, de la République tchèque, de la République tunisienne et de la République de Gambie à Bruxelles.

LL. EE ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à leur résidence à l'issue de l'audience.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[2003/15036]

**Overhandiging van geloofsbrieven**

Op 12 februari 2003 hebben H.E. de heer Gift Punungwe, de heer Jiri Havlik, de heer Tahar Sioud en de heer Yusupha Alieu Kah de eer gehad aan de Koning, in officiële audiëntie, de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van de Republiek Zimbabwe, van de Tsjechische Republiek, van de Tunesische Republiek en van de Republiek Gambia te Brussel.

H.E. werden in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar hun residentie teruggebracht.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[2003/15038]

**Remise de lettres de créance**

Le 18 février 2003, LL. EE. Mme Joëlle Bourgois, M. Joseph Weyland et M. Jean-Pierre Mutamba Tshampanga ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire respectivement de la République française, du Grand-Duché de Luxembourg et de la République démocratique du Congo à Bruxelles.

LL. EE. ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à leur résidence à l'issue de l'audience.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[2003/15038]

**Overhandiging van geloofsbrieven**

Op 18 februari 2003 hebben H.E. Mevr. Joëlle Bourgois, de heer Joseph Weyland en de heer Jean-Pierre Mutamba Tshampanga de eer gehad aan de Koning, in officiële audiëntie, de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van de Franse Republiek, van het Groothertogdom Luxemburg en van de Democratische Republiek Congo te Brussel.

H.E. werden in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar hun residentie teruggebracht.

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS  
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2003 — 824

[C — 2003/11104]

**14 JANVIER 2003. — Loi  
portant modification de la loi du 29 avril 1999  
relative à l'organisation du marché de l'électricité (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière telle que visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité :

1° 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° « propriétaires du réseau » : les propriétaires de l'infrastructure et de l'équipement faisant partie du réseau de transport, à l'exception du gestionnaire du réseau et de ses filiales; »

2° il est inséré un 20°*bis*, rédigé comme suit :

« 20°*bis* « filiale » : chaque société commerciale dont le propriétaire possède directement ou indirectement, au moins 10 pour cent du capital ou des droits de vote liés aux titres émis par cette société commerciale. »

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2003 — 824

[C — 2003/11104]

**14 JANUARI 2003. — Wet  
tot wijziging van de wet van 29 april 1999  
betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 9° wordt vervangen als volgt :

« 9° « neteigenaars » : de eigenaars van de infrastructuur en uitrusting die deel uitmaken van het transmissienet, met uitsluiting van de netbeheerder en zijn dochterondernemingen; »

2° er wordt een 20°*bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« 20°*bis* « dochteronderneming » : elke handelsvennootschap waarin de netbeheerder, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten minste 10 procent bezit van het kapitaal of van de stemrechten verbonden aan de effecten uitgegeven door deze handelsvennootschap. »

**Art. 3.** Un article *9bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. *9bis*. § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire du réseau doit, à l'exception de deux titres, posséder, directement ou indirectement, la totalité du capital de et des droits de vote liés aux titres émis par :

1° chaque filiale assurant totalement ou partiellement, sur demande du gestionnaire du réseau, la gestion du réseau de transport visée à l'article 8;

2° chaque filiale propriétaire de l'infrastructure et de l'équipement faisant partie du réseau de transport.

Toute aliénation de l'infrastructure et de l'équipement faisant partie du réseau de transport, faite par le gestionnaire du réseau et ses filiales, est soumise à l'avis conforme de la commission.

§ 2. Les droits et obligations conférés au gestionnaire du réseau en vertu de la loi sont applicables à chacune de ses filiales visées au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, 1°. Les compétences dont dispose la commission vis-à-vis du gestionnaire de réseau par cette loi ou en vertu de celle-ci s'appliquent également à chacune des filiales visées au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Les conseils d'administration et les comités de direction du gestionnaire du réseau et de chacune de ses filiales visées au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, sont composés des mêmes membres. Le ministre peut, sur proposition de la commission, permettre des exceptions à ce principe, si celles-ci s'avèrent nécessaires à la direction efficace du gestionnaire du réseau et de ses filiales et si celles-ci ne menacent pas l'indépendance et l'impartialité de la gestion du réseau de transport.

Aucune indépendance n'est exigée au niveau du personnel du gestionnaire du réseau à l'égard de ses filiales visées au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, et inversement. Aucune indépendance n'est exigée au niveau du personnel d'une filiale déterminée, visée au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, à l'égard d'une autre filiale visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** A l'article 10, § 3, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par le texte suivant :

« L'apport à une société, en propriété d'infrastructures et équipements faisant partie du réseau de transport, d'une part, tant la vente au gestionnaire du réseau des actions de la société précitée, avec la création de la dette correspondante, que l'apport des actions de la société précitée au gestionnaire du réseau, par lesquels cette société devient une filiale visée à l'article *9bis*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, d'autre part, sont censés constituer pour l'application du Code des impôts sur les revenus 1992, chacun séparément, une opération visée à l'article 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du même Code qui répond à des besoins légitimes de caractère financier ou économique. Pour l'application de l'article 184, alinéa 3, du même Code, en cas de vente et d'apport au gestionnaire du réseau des actions de la société citée en premier lieu, le capital libéré est égal à la valeur fiscale nette des actions vendues et apportées diminué du prix de vente des actions vendues. L'article *442bis* du même Code n'est pas applicable aux opérations visées au présent alinéa. »;

2° l'alinéa 4 est abrogé;

3° l'alinéa 5 est remplacé par le texte suivant :

« L'apport en propriété d'infrastructures et équipements faisant partie du réseau de transport bénéficie de l'article 11 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée. »

**Art. 5.** A l'article 12 de la même loi, modifiée par la loi du 30 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un § *3bis*, rédigé comme suit :

« § *3bis*. Les transactions entre le gestionnaire du réseau et ses filiales et entre ses filiales doivent uniquement permettre de couvrir les coûts réels imputables, visés au § 2, 2°.

L'existence d'une filiale ne peut entraîner une hausse des coûts réels censés être couverts par les tarifs visés au § 1<sup>er</sup>, première phrase, conformément au § 2, 2°. En ce qui concerne la détermination de la marge bénéficiaire équitable visée au § 2, 3°, le gestionnaire du réseau et ses filiales sont considérés comme une unité économique en ce qui concerne leurs transactions mutuelles. »;

2° au § 4, les mots « des §§ 1<sup>er</sup> à 3 » sont remplacés par les mots « des §§ 1<sup>er</sup> à *3bis* ».

**Art. 3.** In dezelfde wet wordt een artikel *9bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9bis*. § 1. De netbeheerder dient, rechtstreeks of onrechtstreeks, op twee effecten na, het bezit te hebben van het volledige kapitaal van en de stemrechten verbonden aan de effecten uitgegeven door :

1° elke dochteronderneming die in opdracht van de netbeheerder het beheer van het transmissienet bedoeld in artikel 8 geheel of gedeeltelijk waarneemt;

2° elke dochteronderneming die eigenaar is van de infrastructuur en uitrusting die deel uitmaken van het transmissienet.

Elke vervreemding door de netbeheerder en zijn dochterondernemingen van de infrastructuur en uitrusting die deel uitmaken van het transmissienet, is onderworpen aan het eensluidend advies van de commissie.

§ 2. De rechten en verplichtingen die de netbeheerder krachtens de wet heeft, zijn van toepassing op elk van zijn dochterondernemingen bedoeld in § 1, eerste lid, 1°. De bevoegdheden waarover de commissie door of krachtens deze wet beschikt ten aanzien van de netbeheerder, zijn eveneens van toepassing op elk van de dochterondernemingen bedoeld in § 1.

§ 3. De raden van bestuur en de directiecomités van de netbeheerder en van elk van zijn dochterondernemingen bedoeld in § 1, eerste lid, zijn samengesteld uit dezelfde leden. Op voorstel van de commissie kan de minister hierop uitzonderingen toestaan indien deze nodig zijn voor een efficiënt bestuur van de netbeheerder en zijn dochterondernemingen en indien zij de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van het beheer van het transmissienet niet bedreigen.

Er is geen onafhankelijkheid vereist van het personeel van de netbeheerder ten aanzien van zijn dochterondernemingen bedoeld in § 1, eerste lid, en omgekeerd. Er is geen onafhankelijkheid vereist van het personeel van de ene dochteronderneming bedoeld in § 1, eerste lid, ten aanzien van een andere dochteronderneming bedoeld in § 1, eerste lid. »

**Art. 4.** In artikel 10, § 3, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De inbreng in een vennootschap, in eigendom van infrastructuur en uitrusting die deel uitmaken van het transmissienet, enerzijds, zowel voor de verkoop van aandelen van de voornoemde maatschappij aan de netbeheerder, met de bijhorende creatie van schuld, als de inbreng in de netbeheerder van de aandelen van eerstgenoemde vennootschap, waardoor deze vennootschap een dochteronderneming wordt als vermeld in artikel *9bis*, § 1, eerste lid, 2°, anderzijds, worden geacht opgericht te zijn volgens het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992, worden, beiden afzonderlijk, geacht een verrichting te zijn zoals bedoeld in artikel 46, § 1, eerste lid, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 die beantwoordt aan rechtmatige financiële of economische behoeften. Voor de toepassing van artikel 184, alinea 3, van hetzelfde Wetboek, zal, in geval van verkoop en inbreng in de netbeheerder van de aandelen van eerstgenoemde vennootschap, het vrijgemaakte kapitaal gelijk zijn aan de netto fiscale waarde van de verkochte en ingebrachte aandelen, verminderd met de prijs van de verkochte aandelen. Artikel *442bis* van hetzelfde Wetboek is niet van toepassing op de verrichtingen bedoeld in dit lid. »;

2° het vierde lid wordt opgeheven;

3° het vijfde lid 5 wordt vervangen als volgt :

« De inbreng in eigendom van infrastructuur en uitrusting die deel uitmaken van het transmissienet, genieten van artikel 11 van het Wetboek van de belasting op de toegevoegde waarde. »

**Art. 5.** In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een § *3bis* toegevoegd, luidende :

« § *3bis*. De transacties tussen de netbeheerder en zijn dochterondernemingen en tussen de dochterondernemingen onderling moeten enkel toelaten om de reële, toerekenbare kosten te dekken, zoals bedoeld in § 2, 2°.

Het bestaan van dochterondernemingen mag geen toename tot gevolg hebben van de reële kosten die de tarieven bedoeld in § 1, eerste zin, overeenkomstig § 2, 2°, moeten dekken. Voor het bepalen van de billijke winstmarge bedoeld in § 2, 3°, worden de netbeheerder en zijn dochterondernemingen inzake hun onderlinge transacties als een economische eenheid beschouwd. »;

2° in § 4 worden de woorden « van §§ 1 tot 3 » vervangen door de woorden « van §§ 1 tot *3bis* ».

**Art. 6.** L'article 31 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Les amendes administratives imposées par la commission au gestionnaire du réseau ne sont pas reprises dans les coûts visés à l'article 12, § 2, 2°, mais sont déduites de la marge bénéficiaire équitable visée à l'article 12, § 2, 3°. »

**Art. 7.** L'article 4 est d'application aux opérations qui ont eu lieu à partir du 1<sup>er</sup> juin 2001.

Promulgons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de la Mobilité et des Transports,  
Mme. I. DURANT

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
O. DELEUZE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—  
Nota

*Session 2002-2003 :*

Chambre des représentants

*Documents 50-2050.* — N° 1 : Projet de loi. N° 2 : Amendements. N° 3 : Rapport. N° 4 : Texte adopté par la commission. N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Compte rendu intégral.* — 5 décembre 2002.

Sénat

*Documents 2-1380.* — N° 1 : Projet évoqué par le Sénat. N° 2 : Rapport. N° 3 : Décision de ne pas amender.

*Annales.* — 19 décembre 2002.

**Art. 6.** Artikel 31 van dezelfde wet wordt aangevuld met volgend lid :

« De administratieve geldboetes die de commissie aan de netbeheerder oplegt, worden niet opgenomen in de kosten bedoeld in artikel 12, § 2, 2°, maar worden in mindering gebracht van de billijke winstmarge bedoeld in artikel 12, § 2, 3°. »

**Art. 7.** Artikel 4 is van toepassing voor de verrichtingen die hebben plaatsgevonden vanaf 1 juni 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 januari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Mobiliteit en Transport,  
Mevr. I. DURANT

De Staatssecretaris voor Energie,  
O. DELEUZE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—  
Nota

*Zitting 2002-2003 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Stukken 50-2050.* — Nr. 1 : Wetsontwerp. Nr. 2 : Amendementen. Nr. 3 : Verslag. Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie. Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Integraal verlag.* — 5 december 2002.

Senaat

*Stukken 2-1380.* — Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat. Nr. 2 : Verslag. Nr. 3 : Beslissing om niet te amenderen.

*Handelingen.* — 19 december 2002.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

F. 2003 — 825

[C - 2003/22185]

**26 FEVRIER 2003.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 octobre 2002 fixant les procédures, délais et conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des fournitures visées à l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

RAPPORT AU ROI

Sire,

Ce projet d'arrêté royal a pour objet d'une part l'adaptation de l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités pour des bénéficiaires atteints de calvitie due à une chimiothérapie et d'autre part une extension des conditions de remboursement aux bénéficiaires atteints de certaines formes d'alopecie.

Le Conseil d'Etat est d'avis que les prothèses capillaires visées ne peuvent pas être considérées comme dispositif médical dans le sens de l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 et que la nomenclature incorporée dans le projet ne répond pas aux conditions visées dans l'article 35, § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, de la même loi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2003 — 825

[C - 2003/22185]

**26 FEBRUARI 2003.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 oktober 2002 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van de verstrekkingen bedoeld in artikel 34, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het doel van dit ontwerp van koninklijk besluit is enerzijds een aanpassing van de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering voor rechthebbenden lijdend aan kaalhoofdigheid door chemotherapie en anderzijds een uitbreiding van de voorwaarden voor tegemoetkoming naar rechthebbenden die lijden aan bepaalde vormen van alopecia.

De Raad van State is van mening dat de bedoelde haarprothesen niet als medisch hulpmiddel in de zin van artikel 34, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 kunnen worden beschouwd en dat de in het ontwerp opgenomen nomenclatuur niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 35, § 1, tweede lid, van dezelfde wet.